

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Jean-François Laé, Numa Murard, *L'argent des pauvres*, Paris, Éditions du Seuil, 1985

Patrice Noisette

Number 15 (55), Spring 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034445ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034445ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Noisette, P. (1986). Review of [Jean-François Laé, Numa Murard, *L'argent des pauvres*, Paris, Éditions du Seuil, 1985]. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (15), 166–168.
<https://doi.org/10.7202/1034445ar>

Jean-François Laé, Numa Murard, *L'argent des pauvres*, Paris, Éditions du Seuil, 1985

Patrice Noisette

Nous racontons ce que nous avons vu, entendu et compris (ou cru comprendre). Après deux décennies durant lesquelles la sociologie urbaine nous a gavés de statistiques et de modèles coulés dans le béton des « réalités » indiscutables, un ouvrage commençant par ces mots ne peut pas être tout à fait mauvais ! *L'argent des pauvres*, que viennent de publier les Éditions du Seuil, tient fidèlement cette double promesse de précision et de lucidité. Conformément à ce que son sous-titre annonce mieux que son titre, l'ouvrage déborde largement des cadres d'une économie de la pauvreté. Jean-François Laé et Numa Murard en effet décrivent et analysent *la vie quotidienne en cité de transit*, en alliant la justesse qu'auto-risait une enquête longue et rigoureuse à la vivacité d'un petit roman. Ces qualités en font un ouvrage de référence pour tous les élus associatifs ou professionnels concernés, aussi bien qu'un petit « documentaire », facile d'accès et souvent distrayant, pour un public bien plus large. D'autant que l'analyse, par sa méthode et ses objets, concerne des populations et des formes de vie sociale qui vont bien au-delà des seules cités de transit.

Créées par une circulaire ministérielle de 1972, les *cités de transit* entendaient substituer aux taudis et aux bidonvilles des lieux où les plus pauvres pourraient apprendre progressivement à mener une vie sociale normale, grâce à des conditions d'habitat décentes et à un encadrement social rigoureux. Première station sur la voie d'une promotion inéluctable, la cité de transit permettrait aux familles en situation précaire de renouer avec la stabilité, d'accéder ensuite au statut d'ouvrier ou

d'employé logé en H.L.M., et même, qui sait ?, un jour plus lointain, de parvenir au pavillon de la sérénité sociale. *La mission de la cité est avant tout de contribuer à la promotion de ses habitants et à leur insertion dans la vie sociale* (circulaire du 10.04.72).

On sait qu'il n'en alla guère ainsi. Les « transits » ont duré. Les filières du logement social se sont mises au cours des années 70 à fonctionner énergiquement par refoulements et dépôts bien plus que par promotions et mobilités. À chaque étage de la hiérarchie locative, le mauvais habitant, mauvais payeur, est expulsé, refoulé vers l'étage inférieur. Là, des travailleurs sociaux plus nombreux encore tentent de se saisir de son cas jusqu'au moment où, dépassés à leur tour, ils recommandent son départ. Afin, au moins, de préserver le travail effectué auprès des autres. La « promotion sociale » devient ainsi une forme technicienne – et tétanisée – de la gestion sociale en tant que maintien de la paix sociale. Car en fin de compte, *il n'y a pas de guerre au taudis qui fasse l'économie d'une guerre aux pauvres, pas de disparition de la pauvreté dans un lieu qui ne soit l'élimination dans ce même lieu des familles irrégulières.*

La notion de cités spécialisées est maintenant remise en cause, au profit d'un suivi social des familles en difficulté au sein de l'habitat H.L.M., jugé plus favorable à la réinsertion. Mais c'est aussi probablement, on le sait, qu'une bonne part du parc H.L.M. tend techniquement et socialement à rejoindre une situation d'habitat de pauvreté...

Pourtant, entre terrains vagues et rocades péri-urbaines, les cités de transit ne sont pas des asiles sociaux. Bien que surchargées de travailleurs sociaux,

balisées par des réseaux d'assistance qui multiplient les contrôles de droits et les droits de contrôle, elles vivent d'une vie sociale et économique qui déborde largement ces marquages – mais qui sait aussi remarquablement les utiliser à son profit. Les relations sociales, souvent peut-être moins originales qu'il n'y paraît au premier abord – du moins si l'on fait abstraction des comportements qui les manifestent –, entretiennent avec la gestion sociale une interaction perverse, qui conduit souvent à se demander, de l'assisté ou de l'assistant, qui sert à qui ?

L'argent des pauvres prend résolument le parti de nous raconter la vie d'une cité pour nous la faire comprendre, et de se placer pour cela au cœur des événements quotidiens qui rythment l'existence de tous et de chacun. On peut regretter un peu de ne savoir presque rien de tous ceux et celles qui « s'occupent » de la cité, bien que l'on nous indique en quoi ils lui appartiennent aussi. Mais au terme d'un ensemble de courts récits commentés, Sylvie et Michel, Isabelle et bien d'autres habitants de « Blanchard » nous sont devenus presque familiers.

C'est un décès, un accident, qui ouvre le récit. « *Toute la cité partage l'émotion de la famille ; on se recueille, par petits groupes, autour d'une table de cuisine, dans un escalier, devant les boîtes aux lettres, pour commenter le décès du père Brisard : c'était prévisible mais, à dire vrai, on s'attendait plutôt à ce qu'il meure d'une cirrhose. Un homme se fâche contre la bêtise de l'accident, un autre contre les dangers de la Nationale 413 : les avions s'y écrasent, les piétons s'y font renverser. Mais tous s'accordent : à cause du foie ou de la Nationale, Brisard devait y passer.* » C'est que l'on meurt jeune, dans la cité : à 48 ans en moyenne.

Mais nous connaissons aussi naissance, vol, mariage, fête, dispute, rupture, réconciliation, etc. Tout ce qui compose une vie où se déploient mille ruses pour ne pas tomber sous le coup d'une

expulsion, pour bénéficier d'un nouveau secours ou pour compenser celui qui vient d'être supprimé, où se tissent les liens complexes des solidarités et des rivalités – entre les mêmes, bien sûr –, où à chaque acte relationnel est associée une expression économique et à chaque acte économique l'expression d'un engagement ou d'un conflit. Si la plupart des Blanchardins n'ont pas d'emploi régulier – et bien souvent pas d'emploi du tout –, tous sont sans cesse occupés, mobilisés, comme ce jour où il fallut une vingtaine de personnes, une journée durant, pour retrouver les médicaments de Michel. C'est que les relations sont rarement duelles, mais plutôt en chaîne ou en réseau, et qu'une participation de chaque instant est requise si l'on veut tenir sa place dans un système relationnel qui est la matière même de la survie économique. En effet, « *le cercle des échanges permet une exploitation maximum des capacités, de la richesse personnelle de chaque individu, fût-il apparemment le plus démuné (...). Les ressources économiques ne peuvent pas être analysées en dehors de la manière dont elles sont mises en circulation.* » Mais la présence permanente des autres, épieurs et épiés, témoins et échangeurs, est aussi une preuve de sa propre existence, sans cesse menacée de disparaître, et enfin, et ce n'est pas son moindre rôle, cette présence est le régulateur d'une violence toujours là, jaillissante, puis aussitôt absorbée avant qu'elle ne devienne immaîtrisable. Les isolés sont résumés à leur seule force, livrés à la seule violence de leur vie – mais les auteurs ne cachent pas qu'eux-mêmes les ont peu connus.

La trame de ceux qu'intègre la vie de Blanchard n'est pas limitée par l'espace de la cité. « *La cité doit être vue non comme une seule étendue géographique, mais comme une entité formée par les Blanchardins dans leurs déplacements et dans leurs rotations, un territoire social qui s'étend par des systèmes informels vers l'extérieur : les vieilles*

maisons, le bas de gamme H.L.M., les caravanes, l'usine désaffectée, les abords du Bureau d'aide sociale et le café en bas de la côte. C'est un réseau qui enserre la ville tout entière. ». Les Blanchardins sont ainsi représentatifs de tout ensemble de pauvreté relié à un système d'assistance.

Si différents en apparence des autres « catégories » de la population, les Blanchardins leur sont en même temps bien semblables, et en ce sens le livre de J.F. Laé et N. Murard rend aussi compte de phénomènes sociaux fondamentaux. Ce qu'il montre avant tout, c'est que « *les Blanchardins ne (sont) pas des handicapés économiques, sociaux et culturels incapables de se débrouiller ; autrement dit, « qu'ils (font) quelque chose de ce que l'on fait d'eux » et que ce quelque chose (est) essentiel.* ».

Jean-François Laé et Numa Murard se sont plongés plusieurs années dans Blanchard, pour une recherche sur « *les réseaux économiques souterrains en cités de transit* ». Il s'agissait particulièrement de bâtir une analyse des cités fondée sur une progression de l'économie vers les mécanismes sociaux et culturels. À la suite de travaux comme ceux de Colette Pétonnet, les auteurs, tous deux sociologues, revendiquent une problématique et une pratique d'étude fortement marquées par l'ethnologie. Une lecture patiente des réseaux de socialité, des formes et des modes d'échanges, vient interroger avec bonheur les matériaux classiques de la sociologie. Les récits de la vie des Blanchardins héritent de la richesse et de la précision des informations amassées par les auteurs au cours de leur recherche, comme de la qualité de la méthode qu'ils utilisèrent, même s'il a fallu pour le livre se limiter à quelques aspects essentiels.

Mais *L'argent des pauvres* témoigne aussi d'une autre position : le fait que des écrivains comme Louis Calaferte puissent rendre très précisément compte d'une vie sociale ne doit-il pas

encourager les sociologues à renouveler leurs propres formes d'écriture ? Le roman, la nouvelle ou le récit peuvent, selon les auteurs, communiquer de manière vivante, et très concrète, les résultats habituellement indigestes d'une recherche. Pourquoi alors refuser au nom de la sociologie de faire de la littérature, et au nom de la littérature de faire de la sociologie ? Quelques nouvelles, publiées par J.F. Laé à partir de ses enquêtes, ont déjà montré que le récit pouvait bien porter en même temps les faits et leur interprétation. *L'argent des pauvres* révèle une fois encore l'intérêt d'une telle démarche, mais en rencontre peut-être aussi certaines limites. Lorsqu'il faut rassembler en quelques pages un ensemble complexe de phénomènes que l'on souhaite ne pas fonder les uns aux autres, raconter peut alors ne pas toujours assez expliquer. Conscients du problème, les auteurs ont ainsi choisi de dissocier chaque fois, événement après événement, un récit proprement dit de son commentaire. Ce parti est assez bien maîtrisé, mais demande au lecteur d'accepter de jouer le jeu.

Quelques annexes exposent ensuite, hélas bien trop brièvement, les contenus théoriques et méthodologiques de la recherche qui alimenta l'ouvrage. Nous ne pouvons que conseiller aux lecteurs spécialisés intéressés de consulter ensuite le rapport de recherche lui-même. L'analyse fouillée qu'il présente des productions et des échanges économiques en cités de transit, de leurs fonctions et de leurs significations, cette analyse constitue un apport réel à la connaissance de ce qu'on qualifie habituellement mais à tort d'« économie souterraine ». *L'argent des pauvres* aurait sans nul doute gagné à être étoffé dans sa partie proprement théorique, d'autant qu'elle reste de lecture facile. Les thèses avancées, au travers des récits, sur l'économie de la socialité, sur les connexions aux autres modes de pauvreté ou sur les relations concrètes aux institutions sociales, ne trouvent pas ainsi

leur expression théorique, alors que d'autres, plus communes pourtant, sont mieux étayées.

Cela n'altère cependant pas l'intérêt d'un ouvrage qui parvient à sensibiliser le curieux tout en invitant humblement les « spécialistes » de tout poil à une connaissance plurielle et respectueuse. *La rengaine actuelle sur l'identité tend à nous faire croire que nous devrions tous avoir un moi stable immobilisé par un*

coup de tampon officiel. Mais nous savons bien que pour les Blanchardins comme pour nous, ce n'est pas ça du tout l'identité, c'est bien plus, comme un clavier de synthétiseur, quelque chose dont on joue sur plusieurs registres, avec des touches qui changent suivant les moments ».

L'argent des pauvres sera utile à tous ceux qui parlent d'eux.

Samuel H. Taylor et Robert W. Roberts (Eds.), *Theory and Practice of Community Social Work*, New York, Columbia University Press, 1985, 442 p.

Maria-Teresa Cao, Institut d'urbanisme, Université de Montréal.

Les articles réunis dans ce volume esquissent un panorama des principales perspectives théoriques ainsi que des objets d'intervention majeurs dans la pratique du travail social communautaire d'aujourd'hui. En fournissant ainsi aux chercheurs et aux praticiens des éléments de réflexion, les éditeurs responsables ont voulu répondre aux critiques qui ont maintes fois déploré l'absence de cadre théorique dans ce domaine particulier du travail social.

Ce livre est donc un recueil de textes, produits majoritairement par des universitaires mais également par des praticiens qui oeuvrent aux États-Unis, au Canada, à Hong-Kong et en Israël. Les textes ont été regroupés en trois parties.

La première partie, à travers deux articles, présente un bilan des approches théoriques relatives aux pratiques communautaires en travail social. Ainsi le premier article, écrit par les éditeurs responsables du recueil, offre une vue d'ensemble de l'évolution de la théorie de la pratique communautaire. Ils qualifient cette théorie de fluide en raison de

la difficulté éprouvée à la saisir : car, à la question qu'ils s'étaient posée au départ, à savoir combien de modèles de pratique communautaire existe-t-il, ils n'ont pu apporter de réponse définitive. Ils parviennent néanmoins à identifier cinq approches (élaborées en détail dans la deuxième partie) représentatives de ce champ de pratique, quoique aucune d'elles ne leur apparaisse suffisamment articulée ou différenciée pour former un modèle représentatif de l'ensemble d'un processus d'action. Ils souhaitent que la pratique communautaire établisse ses domaines de spécialisation de manière plus pragmatique en fonction d'axes substantifs ou génériques, tels que les besoins sociaux, les populations ou groupes en cause et, enfin, les institutions, de préférence à la spécialisation qui prévaut en ce moment et qui s'articule aux méthodes de travail.

Le deuxième article de cette première partie est de Caryl B. Germain. Il présente une application de la perspective écologique au travail social en mettant l'accent sur les théories de l'écologie